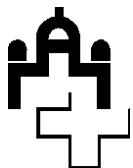


Bundesversammlung

Assemblée fédérale

Assemblea federale

Assamblea federala



25.015 én Délégation suisse auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Rapport

Rapport de la Délégation suisse auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN du
31 décembre 2024

Sur mandat de l'Assemblée fédérale, la Délégation suisse auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) participe aux sessions de l'AP-OTAN ainsi qu'à des séminaires et à des réunions de travail des commissions de l'assemblée.

Conformément à l'art. 9, al. 2, de l'ordonnance de l'Assemblée fédérale sur les relations internationales du Parlement (ORInt), la Délégation auprès de l'AP-OTAN présente chaque année aux deux conseils un rapport écrit sur les grandes lignes de son activité.

Proposition de la délégation

Nous vous prions de bien vouloir prendre acte du présent rapport.

Au nom de la délégation :
La présidente 2024/2025

Priska Seiler Graf

Contenu du rapport

- 1 Introduction
- 2 Sessions, séminaires et autres rencontres
- 3 Frais de voyage
- 4 Principaux sujets débattus en 2024
- 5 Appréciation de l'activité de l'AP-OTAN en 2024
- 6 Conclusion et activités futures



1 Introduction

La Délégation parlementaire suisse auprès de l'AP-OTAN (Délégation AP OTAN) trouve sa base légale dans l'ORInt (RS 171.117). Au même titre que les autres délégations parlementaires auprès d'organisations internationales, la Délégation AP OTAN possède un règlement¹ qui fixe le cadre de ses activités.

Composition de la délégation en 2024 :

Présidente : Priska Seiler Graf, conseillère nationale ;

Vice-présidente : Andrea Gmür-Schönenberger, conseillère aux États ;

Membres : Jacqueline de Quattro, conseillère nationale, et Mathias Zopfi, conseiller aux États ;

Membres suppléants : Mauro Tuena, conseiller national, et Werner Salzmann, conseiller aux États.

2 Sessions, séminaires et autres rencontres

En 2024, la Délégation AP OTAN a participé :

- à la session de printemps à Sofia (du 24 au 27 mai ; Priska Seiler Graf et Jacqueline de Quattro, conseillères nationales, Andrea Gmür-Schönenberger, conseillère aux États ainsi que Werner Salzmann et Mathias Zopfi, conseillers aux États) ;
- au programme d'information du 4 au 5 novembre 2024 à Bruxelles (Priska Seiler Graf et Jacqueline de Quattro, conseillères nationales) ;
- à la session annuelle à Montréal (du 22 au 25 novembre ; Priska Seiler Graf et Jacqueline de Quattro, conseillères nationales, Mauro Tuena, conseiller national, Andrea Gmür-Schönenberger, conseillère aux États ainsi que Mathias Zopfi, conseiller aux États).

Les participations à ces événements ont fait l'objet d'un rapport écrit à l'intention des Commissions de la politique de sécurité. Durant l'année sous revue, les dates des séminaires Rose-Roth ainsi que de diverses séances de commission ont coïncidé avec celles des sessions ou de séances de commission de notre Parlement. La Délégation AP OTAN n'y a par conséquent pas participé.

3 Frais de voyage

En 2024, la Délégation AP OTAN a occasionné des frais de voyage pour un montant total de 34'274.- francs à la charge de l'Assemblée fédérale.

4 Principaux sujets débattus en 2024

La guerre en Ukraine et la réaction de l'OTAN face à l'agression russe ainsi que la poursuite du renforcement de l'Alliance ont été au cœur des travaux en 2024. Le rôle de la Chine et du Sud mondial, les partenariats mondiaux, la situation dans les Balkans occidentaux, le terrorisme et les technologies de rupture ont également été des sujets majeurs de l'année 2024.

4.1 Les sessions plénières

À la session de printemps à Sofia, le président de l'AP-OTAN, Michal Szczerba (Pologne), a rappelé que cela faisait plus de 800 jours que la Russie procédait à une invasion de l'Ukraine et qu'il était donc aisément de perdre le sens de l'urgence et d'oublier quels étaient les enjeux de la guerre. Mais il a indiqué que l'Ukraine se battait pour ce que les États de l'OTAN voulaient aussi : la liberté, la démocratie et la prospérité. Si la Russie devait gagner en Ukraine, d'autres pays figureraient sur sa liste. M. Szczerba a appelé à soutenir l'Ukraine jusqu'à la victoire et au-delà. Il a par ailleurs souligné le fait

¹ www.parlement.ch (Organes > Délégations > Les délégations internationales de l'Assemblée fédérale > Délégation parlementaire auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP OTAN) > Bases légales)



que l'Ukraine ne pourrait se défendre que si elle était en mesure d'attaquer les lignes d'approvisionnement de la Russie ainsi que ses bases opérationnelles. Il a ajouté qu'il était temps de se rendre compte de cette réalité et de donner les moyens à l'Ukraine de faire ce qu'elle devait faire. Il a déclaré que celles et ceux qui doutaient encore de la nécessité du soutien de l'OTAN n'avaient qu'à observer ce que la Russie faisait dans les États de l'OTAN : campagnes de désinformation, corruption politique, cyberattaques, assassinats ciblés, actes de sabotage ou encore actes de terrorisme. La Russie va même désormais jusqu'à remettre en question les frontières de l'OTAN. Le président de l'AP-OTAN a mis en garde contre le fait que la Russie n'œuvrait pas toute seule, mais en collaboration avec d'autres États autoritaires, et qu'elle attisait également des conflits au Moyen-Orient et en Afrique. M. Szczerba a en outre rappelé que de nombreuses élections devaient se tenir prochainement (notamment pour le Parlement européen, au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Géorgie et en Moldova), et qu'elles étaient toutes des cibles de la Russie, ce qui constituait une menace supplémentaire. Selon lui, la sécurité n'est pas uniquement une question de chars et d'avions de combat, mais est aussi liée à la solidité de nos sociétés et de leurs institutions. Il a donc réitéré son appel à la création d'un centre pour la résilience démocratique au siège de l'OTAN. Concernant le renforcement de la défense et de la dissuasion, M. Szczerba a appelé l'OTAN à faire preuve d'unité et de détermination et à s'assurer que les nouveaux plans de défense soient réalisables et que tous les États membres consacrent au moins 2 % de leur PIB aux dépenses en matière de défense. Il a indiqué que les industries de défense des membres de l'Alliance ainsi que la coopération entre ceux-ci devaient aussi être renforcées. Le président de l'AP-OTAN a solennellement accueilli la délégation suédoise, qui participait pour la première fois à la session en tant que membre à part entière. Il a conclu son intervention en affirmant que la place de l'Ukraine était au sein de l'OTAN.

À la session annuelle à Montréal, le nouveau président de l'AP-OTAN, Marcos Perestrello (Portugal), a souligné que l'OTAN et ses membres faisaient face à d'énormes défis. Il a indiqué que le niveau d'instabilité et d'insécurité était sans précédent depuis les heures les plus sombres de la Guerre froide et que le risque d'une conflagration majeure était en ce moment plus réel qu'il ne l'avait été depuis des décennies. M. Perestrello a ajouté que la situation actuelle renvoyait à l'Europe des années 1930, à une différence cruciale près : aujourd'hui, il y a l'OTAN, l'alliance politico-militaire la plus couronnée de succès de l'histoire, sous-tendue par des valeurs démocratiques partagées. M. Perestrello a affirmé que l'OTAN s'engageait résolument à remplir sa mission, qui consiste à protéger les citoyennes et les citoyens de ses pays membres de l'assaut des pays autoritaires. Il s'est par ailleurs prononcé en faveur de l'établissement d'un centre pour la résilience démocratique au siège de l'OTAN et a souligné la valeur particulière du pacte transatlantique. Il a annoncé qu'en tant que président, il travaillerait sans relâche à resserrer encore plus les liens entre l'Europe et l'Amérique du Nord et a invité l'assemblée à en faire de même. M. Pestrello a appelé cette dernière à aider l'Ukraine à gagner la guerre. Selon lui, cette guerre représente « le combat existentiel de notre génération et nous ne saurions laisser le dictateur russe la gagner, sauf à subir des conséquences catastrophiques ». Le président de l'AP-OTAN a encore ajouté qu'il échoyait aux parlements un rôle crucial s'agissant de dissiper l'insidieux sentiment de lassitude qu'engendre la prolongation du conflit, d'accroître l'aide à l'Ukraine et de faciliter sa progression sur la voie de l'accession à l'OTAN. Il a par ailleurs annoncé vouloir promouvoir le volet parlementaire des interactions avec les partenaires de l'Alliance. Il a relevé qu'il fallait continuer à étendre le réseau de pays amis dans le voisinage immédiat et bien au-delà, y compris en ouvrant le dialogue avec de grandes démocraties non alignées. À ses yeux, cette condition sous-tend une véritable approche à 360 degrés en matière de sécurité. Pour terminer, le nouveau président de l'AP-OTAN a souligné que la démocratie était la meilleure des garanties pour assurer une paix, une stabilité et une prospérité durables.

Lors de la session de printemps, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, et le ministre ukrainien de la défense, Roustem Oumierov, se sont adressés à l'assemblée par vidéo. Le président du Parlement ukrainien, Rouslan Stefantchouk, était quant à lui présent sur place à la session annuelle. Par des mots touchants, les hauts responsables ukrainiens ont remercié les États membres de l'OTAN



pour leur soutien (Volodymyr Zelensky a mentionné à cet égard la conférence du Bürgenstock). Ils ont décrit la situation actuelle en Ukraine, ont demandé avec insistance de nouvelles livraisons d'armes et de munitions et ont appelé à lever les restrictions à l'utilisation des armes contre les objectifs militaires russes. En outre, ils ont averti que si l'Ukraine perdait cette guerre, la Russie attaquerait d'autres pays. Dans ce contexte, les hauts responsables ukrainiens ont demandé qu'une invitation soit lancée à l'Ukraine pour que celle-ci rejoigne l'OTAN dans les meilleurs délais. Ils ont insisté sur le fait que l'adhésion à l'OTAN était, pour l'Ukraine, la clé et la meilleure garantie pour sa sécurité et son avenir. Tous trois ont par ailleurs indiqué que les États de l'OTAN devaient combler les failles qui permettent à la Russie de contourner les sanctions. Ils ont demandé que les avoirs russes soient saisis et utilisés pour reconstruire l'Ukraine. Les hauts responsables ukrainiens ont ajouté que la Russie menait une guerre d'usure et qu'elle misait sur la peur, la désinformation et la lassitude, mais que les démocraties ne devaient jamais reculer face à une dictature. Ils n'ont cessé de souligner que l'Ukraine se battait aussi pour tous les États occidentaux ainsi que pour les valeurs qu'ils défendent.

À l'approche du sommet de l'OTAN, qui s'est tenu à Washington en juillet 2024 à l'occasion du 75^e anniversaire de l'organisation, le secrétaire général de l'OTAN sortant, Jens Stoltenberg, a qualifié l'OTAN d'alliance la plus réussie de l'histoire. Il a déclaré que le monde dans lequel nous vivions était devenu plus dangereux et que l'OTAN devait réagir à cet environnement sécuritaire plus difficile. Face à ce constat, il a annoncé les trois sujets qui seraient au centre des discussions du sommet de Washington : 1) la dissuasion et la défense, 2) un soutien plus solide et plus prévisible à l'Ukraine, et 3) les partenariats mondiaux.

M. Stoltenberg a indiqué que *la dissuasion et la défense* constituaient la tâche fondamentale de l'OTAN pour empêcher la guerre et maintenir la paix. Grâce à une dissuasion crédible, il a été possible d'empêcher toute attaque militaire contre un membre de l'Alliance au cours des 75 dernières années. Face à une Russie plus agressive, l'OTAN se doit de renforcer sa capacité de dissuasion et de défense. C'est pourquoi M. Stoltenberg a insisté sur le fait qu'il conviendrait de montrer à Washington que les nouveaux plans de défense seront mis en œuvre, ce qui nécessite la mobilisation de plus de troupes, une plus grande disponibilité et de nouvelles capacités. Il s'est félicité que 19 États membres consacrent au moins 2 % de leur PIB à la défense, rendant le partage des charges plus équitable au sein de l'OTAN.

Concernant l'*Ukraine*, il a souligné que 99 % du soutien militaire parvenu à ce pays étaient fournis par des États membres de l'OTAN. Il a toutefois précisé qu'au cours des derniers mois, ces États n'avaient pas livré ce qu'ils avaient promis et que cela avait eu de graves conséquences sur le terrain. En vue du sommet de Washington, le secrétaire général de l'OTAN a donc proposé que l'Alliance joue un rôle plus important dans la coordination et la fourniture de l'aide à l'Ukraine.

Il a affirmé que cette guerre montrait que la région nord-atlantique était confrontée à des menaces mondiales, puisque les principaux pays soutenant la Russie sont des États asiatiques. Selon lui, cette situation montre que les puissances autoritaires sont de plus en plus alignées. Cela ne signifie toutefois pas que l'OTAN doive s'étendre à la région Asie-Pacifique, mais que l'Alliance doive développer des *partenariats mondiaux*, en particulier avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon et la Corée du Sud. M. Stoltenberg a terminé en précisant que le sommet serait aussi l'occasion de discuter des partenariats avec les pays du Sud, notamment en Afrique et au Moyen-Orient, et qu'il faudrait entre autres discuter de la manière dont l'OTAN pourrait contribuer à la lutte contre le terrorisme, par exemple en Irak. Il a par ailleurs évoqué les partenariats avec la Tunisie, la Mauritanie ainsi que la région du Golfe, et a également souligné l'importance des partenariats dans les Balkans.

À la session annuelle, le nouveau secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, s'est adressé aux déléguées et aux délégués par vidéoconférence et a souligné le rôle central de l'AP-OTAN, qui forme une passerelle entre les citoyennes et les citoyens, les parlements et l'OTAN. Il a rappelé que le monde était devenu plus dangereux et incertain. Alors qu'une guerre a éclaté en Europe, la Chine, l'Iran, la Corée du Nord et la Russie rassemblent leurs forces pour saper les démocraties. Les



menaces, comme le terrorisme et les cyberattaques, ne connaissent pas de frontières. Il a insisté sur le fait qu'il était crucial que l'OTAN se *renforce, accueille des capacités plus importantes et gagne en agilité*. À cet égard, M. Rutte a défini trois priorités : 1. Renforcer la capacité de défense pour se protéger de toute menace et éviter les guerres par grâce à la force. 2. Soutenir l'Ukraine dans sa défense contre l'agression russe. 3. Relever les défis mondiaux pour la sécurité euro-atlantique. Il a constaté qu'à l'heure actuelle, les États de l'OTAN dépensaient davantage pour la défense : c'est, selon lui, une bonne chose positive, mais ce n'est pas suffisant. Le nouveau secrétaire général a donc préconisé de renforcer la dissuasion et la défense pour réduire le risque de voir de nouveaux conflits éclater. Mark Rutte a encore indiqué qu'il était nécessaire d'accélérer le développement de l'industrie de la défense dans l'ensemble de l'Alliance. Il a loué le soutien apporté par les États de l'OTAN à l'Ukraine. Il a ajouté que plus l'Ukraine serait forte sur le champ de bataille, plus elle le serait aussi à la table des négociations et que sans paix durable en Ukraine, il ne pourrait y avoir de véritable sécurité en Europe. M. Rutte a souligné à cet égard que les enjeux ne se limitaient pas à la sécurité en Europe : la Chine, l'Iran et la Corée du Nord soutiennent la machine de guerre russe et attisent le conflit. L'envoi de troupes nord-coréennes en Russie est une extension dangereuse de la guerre dont les conséquences vont bien au-delà de l'Ukraine. L'OTAN doit donc continuer de coopérer avec ses partenaires, y compris dans la région indo-pacifique, afin de promouvoir la paix et la stabilité. Les défis actuels en matière de sécurité sont trop nombreux et trop importants pour qu'une nation puisse les relever seule.

Le secrétaire général délégué de l'OTAN, Boris Ruge, a présenté des arguments similaires en séance plénière à Montréal. Il a commencé par rappeler les décisions prises lors du sommet de l'OTAN : renforcer la dissuasion et la défense, accueillir la Suède en qualité de 32^e membre, s'engager à soutenir l'Ukraine ; approfondir les partenariats de l'OTAN à l'échelle mondiale. M. Ruge a souligné que la Russie poursuivait sans relâche son attaque contre l'Ukraine et qu'elle s'appuyait de plus en plus sur la Chine, l'Iran et la Corée du Nord, cette dernière envoyant même des troupes au combat contre l'Ukraine. Il y voit une extension et une escalade extrêmement dangereuses du conflit. En contrepartie, la Russie a fourni des missiles à la Corée du Nord, menaçant non seulement la sécurité dans la région indo-pacifique, mais aussi dans la zone euro-atlantique. M. Ruge a souligné qu'il était donc d'autant plus important que l'OTAN reste forte, qu'elle s'engage dans le monde entier, avec ses partenaires, pour un ordre international basé sur des règles et qu'elle devait continuer de soutenir l'Ukraine. Le secrétaire général délégué de l'OTAN a constaté que les pays de l'Alliance tenaient leur promesse de mettre chaque année 40 milliards d'euros à disposition de l'organisation, à titre de soutien militaire de base. Il a ajouté que le Centre de commandement du programme OTAN de formation et d'assistance à la sécurité en faveur de l'Ukraine (NSATU) serait bientôt pleinement opérationnel. M. Ruge a souligné que pour changer le cours du conflit et créer les conditions d'une paix juste et durable, il fallait toutefois redoubler d'efforts, et que cela était aussi dans l'intérêt stratégique de l'OTAN. Il a rappelé que la tâche principale de l'OTAN, qui est de maintenir une dissuasion et une défense crédibles, impliquait de dépenser davantage pour la défense et de renforcer la base industrielle de défense. M. Ruge a indiqué que 23 alliés de l'OTAN consacraient actuellement au moins 2 % de leur PIB à la défense, mais que neuf n'avaient pas encore atteint ce seuil. Il a ajouté que 2 % ne suffisaient pas pour financer les plans de défense qui ont été décidés. Compte tenu des circonstances extrêmement difficiles, il en a conclu qu'il n'était pas envisageable de tarder encore plus à atteindre les objectifs fixés.

Deux déclarations ont été adoptées en séance plénière à Sofia et cinq résolutions à Montréal (cf. ch. 4.2 ss)². À Sofia, le statut de membre associé a été octroyé à Malte (à l'unanimité) et au Kosovo (avec une voix contre, 14 abstentions et des protestations de la part de la délégation serbe). L'Assemblée plénière a en outre adopté des amendements concernant son règlement, notamment

² Les résolutions sont disponibles sur www.nato-pa.int (sous Documents → Déclarations → 2024).



afin de tenir compte, d'une part, de l'adhésion de la Suède et, d'autre part, de la réforme des catégories et des statuts des délégations non membres de l'AP-OTAN. Des discussions sur cette réforme doivent encore avoir lieu entre la délégation suisse et l'AP-OTAN.

À Montréal, l'Assemblée plénière a élu Marcos Perestrello (Portugal) président de l'AP-OTAN pour la période 2025/26. Il succède à Gerald E. Conolly (États-Unis), qui a démissionné peu avant la session annuelle pour des raisons de santé. L'Assemblée a également élu deux vice-présidentes et trois vice-présidents³.

Le vice-président de l'AP-OTAN, Nicu Falcoi, a présenté le budget 2025, avec une augmentation d'environ 3,2 % par rapport à l'année précédente afin de tenir compte du taux d'inflation moyen dans les États membres de l'UE. Il a également remercié la Suisse pour sa contribution financière⁴.

4.2 Guerre en Ukraine et relations avec la Russie

La guerre en Ukraine et les relations avec la Russie ont été abordées lors des assemblées plénieress à Sofia et à Montréal ainsi que par toutes les commissions. Les déclarations et les résolutions adoptées par l'AP-OTAN se fondent sur ces discussions et sur les rapports établis dans ce contexte.

Les discussions ont clairement montré à quel point il était important que l'OTAN et ses partenaires continuent à soutenir l'Ukraine avec détermination. En ce sens, dans la déclaration 489⁵, l'Assemblée plénière à Sofia a invité les gouvernements des États membres de l'OTAN à affirmer clairement que leur objectif stratégique était la victoire de l'Ukraine et qu'il fallait donc lui fournir, tant que cela serait nécessaire, tout ce dont elle avait besoin pour l'emporter. Après un long débat, une grande majorité de l'assemblée plénière s'est également prononcée en faveur de la levée, par les gouvernements, de certaines restrictions sur l'utilisation des armes fournies par les États de l'OTAN, afin de permettre à l'Ukraine, conformément au principe de légitime défense inscrit dans la Charte des Nations Unies, de frapper des cibles militaires légitimes en Russie. L'Assemblée plénière a en outre réaffirmé dans cette déclaration qu'elle ne reconnaîtrait jamais l'annexion du territoire ukrainien par la Russie, et a souligné le fait qu'il ne pourrait y avoir de paix durable en Europe sans que l'Ukraine fasse partie intégrante de la famille européenne et euro-atlantique. Dans la déclaration 490⁽⁶⁾, l'Assemblée plénière a par ailleurs demandé que l'OTAN élabore une stratégie concernant le soutien tactique, opérationnel et stratégique à l'Ukraine et qu'elle prenne des engagements à long terme. Lors de la session de printemps à Sofia, l'assemblée a en outre accordé à l'Ukraine le statut d'État candidat à l'adhésion à l'AP-OTAN.

Ces exigences ont été réaffirmées à Montréal dans la Résolution 494, qui condamne fermement l'agression russe contre l'Ukraine. À la lumière des résultats du sommet de Washington de juillet 2024, les États de l'OTAN ont par ailleurs été appelés à tenir leur engagement d'aider durablement l'Ukraine à assurer sa sécurité et à exploiter pleinement les possibilités offertes par les instruments de soutien de l'OTAN⁷. En outre, les États de l'OTAN ont été invités à soutenir la Formule pour la paix et le Plan de victoire de l'Ukraine et à rester fidèles au principe « rien [ne se discutera] au sujet de l'Ukraine sans

³ Agnes Vadai (Hongrie), Alec Shelbrooke (Royaume-Uni), Mikko Savola (Finlande), Julie Dzerowicz (Canada) et Johann Wadephul (Allemagne)

⁴ En sa qualité de membre associé, la Suisse n'est pas débitrice envers l'organisation. Elle fournit cependant une contribution financière indirecte aux activités de l'AP-OTAN, par l'intermédiaire du Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité et par celui du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS). En 2024, la contribution du DDPS s'est montée à 15 000 €.

⁵ Soutenir l'Ukraine jusqu'à la victoire, Déclaration 489, 27 mai 2024

⁶ Préparer l'OTAN pour les générations futures au sommet de Washington, Déclaration 490, 27 mai 2024

⁷ Programme OTAN de formation et d'assistance à la sécurité en faveur de l'Ukraine (NSATU), Conseil OTAN-Ukraine, ensemble complet de mesures d'assistance (CAP), Centre OTAN-Ukraine d'analyse, d'entraînement et de formation (JATEC), représentation de l'OTAN auprès de l'Ukraine, etc.



l’Ukraine ». Enfin, ils ont été appelés à redoubler d’efforts sur les plans politique et pratique pour que l’Ukraine reçoive le plus rapidement possible une invitation à devenir le 33^e membre de l’OTAN.

Diverses commissions, et en particulier la Commission de la défense et de la sécurité, ont mené une discussion approfondie sur la question des livraisons d’armes et sur la situation au front. Les oratrices et les orateurs ont souligné à l’unanimité qu’il était urgent de fournir à l’Ukraine davantage de munitions et d’armes pour éviter l’effondrement des lignes de défense. Lors de la présentation de son rapport⁸, Rick Larsen (États-Unis) a constaté que bien que la Russie subisse des pertes humaines et matérielles nettement supérieures à celles de l’Ukraine, sa profondeur stratégique, ses ressources, le contournement des sanctions et le soutien d’acteurs extérieurs la confortaient dans sa détermination à poursuivre le combat. Il a indiqué que l’industrie de l’armement russe, dorénavant modernisée, remplaçait le matériel de guerre à une cadence supérieure à celle de tous les fournisseurs occidentaux réunis. M. Larsen a par ailleurs averti que la Chine, l’Iran et la Corée du Nord étaient devenus des fournisseurs externes importants de Moscou. Les commissions ont également abordé l’engagement croissant des forces armées nord-coréennes sur le champ de bataille, qu’elles perçoivent comme une nouvelle escalade. Le chef de la délégation ukrainienne, Yehor Cherniev, s’est exprimé dans le même sens à la session annuelle et a présenté une vidéo d’une brutalité inégalée pour illustrer son rapport sur la situation au front. Dans le même temps, il a souligné que les hostilités avaient également un impact sur la gouvernance, la société et l’économie. Yehor Cherniev et Rick Larsen ont appelé les États membres de l’OTAN non seulement à apporter un soutien militaire, mais aussi à renforcer leur soutien financier bilatéral afin d’aider le gouvernement ukrainien à redynamiser l’économie du pays et à financer sa défense.

La Commission politique a aussi recommandé de renforcer le soutien à l’Ukraine, notamment lors de la présentation du rapport⁹ de Tomáš Valášek (Slovaquie). Selon la commission, un renoncement aux engagements pris nuirait à la crédibilité de l’Alliance, à sa réputation mondiale et à la sécurité de ses membres. M. Valášek a ajouté que les États de l’OTAN ne devaient exclure aucune solution pour venir en aide à l’Ukraine, l’ambiguïté stratégique étant importante pour rendre la dissuasion crédible. Il a également averti que sans soutien adéquat et durable de l’Occident à l’Ukraine, la Russie pourrait prendre un avantage décisif, ce qui serait une catastrophe stratégique pour l’OTAN. Il a insisté sur le fait que les États de l’OTAN devaient affirmer clairement qu’une fois que les conditions seront remplies, ils n’hésiteront pas à inviter l’Ukraine à devenir le 33^e membre de l’Alliance. Au cours de la présentation du projet de rapport¹⁰ du Conseil interparlementaire Ukraine-OTAN, Yehor Cherniev (Ukraine) a fait état des progrès accomplis par son pays pour remplir les conditions d’adhésion à l’OTAN, parmi lesquelles on compte le renforcement du contrôle démocratique sur les forces armées, l’harmonisation de la législation avec les traités de l’OTAN et la réforme du système d’acquisition d’équipement de défense.

L’état de l’économie russe et la question de l’efficacité des sanctions internationales contre la Russie ont fait l’objet d’intenses discussions au sein de la Commission de l’économie et de la sécurité. Lors de la présentation de son rapport¹¹, Tamás Harangozó (Hongrie) a constaté que la Russie avait mis en place une économie de guerre plus hermétique, alimentée par l’augmentation des dépenses de défense et des salaires, et financée par les recettes dans le domaine de l’énergie et par les réserves financières. Le député hongrois a averti que la transition vers une économie de guerre avait des conséquences importantes à long terme et qu’elle pouvait devenir un facteur structurel de prolongation de la guerre, car elle a créé une multitude de groupes d’intérêts économiques. Dans le même temps, il a mis en doute la viabilité de la politique économique actuelle, tout en étant moins pessimiste que

⁸ La guerre menée par la Russie et le soutien allié apporté à l’Ukraine

⁹ Relever les défis d’un monde contesté et imprévisible dans le contexte du 75^e anniversaire de l’OTAN

¹⁰ Ukraine : Progrès des réformes sur la trajectoire d’adhésion à l’OTAN

¹¹ L’économie de guerre de la Russie : État des lieux



d'autres intervenants. Il a rappelé que l'économie russe avait échappé aux pires conséquences des sanctions en renforçant ses relations commerciales avec « l'axe de contournement », en premier lieu la Chine, la Corée du Nord, l'Iran et le Venezuela. En conséquence, M. Harangozo a plaidé pour un durcissement des sanctions, une amélioration de leur application et pour l'instauration de sanctions secondaires à l'encontre des pays qui ne respectent pas les sanctions.

Un rapport¹² de Julie Dzerowicz (Canada) a ouvert la discussion sur la violence sexuelle généralisée et systématique dans les conflits armés ainsi que sur le recours délibéré à cette violence par la Russie. Les résultats de ces discussions ont abouti à la résolution 491, qui invite instamment les États de l'OTAN à, notamment, soutenir davantage l'Ukraine dans sa lutte contre l'utilisation de la violence sexuelle par la Russie et à aider les victimes à obtenir réparation. La résolution souligne également la nécessité d'appliquer les mesures nationales de lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits.

Tant les commissions que la résolution 494^[9] ont souligné le fait que la Russie demeurait la menace la plus importante et la plus directe pour la sécurité des États de l'OTAN et que cette menace allait persister à long terme.

4.3 Développement de l'OTAN

Le sommet de l'OTAN, qui s'est tenu du 9 au 11 juillet 2024 à Washington, a constitué un tournant dans les discussions sur le développement de l'Alliance. Alors que la session de printemps avait été principalement consacrée à préparer le sommet, l'assemblée annuelle s'est quant à elle notamment penchée sur les décisions prises à l'occasion du sommet.

À la session de printemps, l'assemblée plénière, dans sa déclaration 490^[13], avait appelé les chefs d'État et de gouvernement à faire clairement savoir, lors du sommet, que l'OTAN était « préparée et qu'elle défendra à tout moment chaque centimètre carré du territoire de l'Alliance en vertu de l'article 5 ». La déclaration indique en outre que les États membres doivent mettre « à disposition les ressources nécessaires aux nouveaux plans de défense de l'Organisation et ... [s'assurer] de rendre ces derniers pleinement praticables à tous les égards. » Pour ce faire, l'assemblée a invité les États membres de l'OTAN à se conformer à leur engagement consistant à consacrer « au moins 2 % de leur PIB par an aux dépenses de défense et au moins 20 % de leurs budgets de défense à des équipements majeurs ». Les États membres doivent par ailleurs reconnaître que, « dans certains cas, des dépenses nettement plus importantes seront nécessaires ». En outre, il leur faut de toute urgence renforcer leur industrie de défense, notamment en faisant « pleinement usage du plan d'action sur la production pour la défense ». La déclaration leur demande également de convenir d'un engagement clair pour partager équitablement les charges et les responsabilités relatives à la sécurité commune de l'Alliance. Les Alliés sont, de plus, invités à approfondir le partenariat avec l'UE, « afin de renforcer la complémentarité avec l'OTAN ». Enfin, ils doivent réaffirmer leur engagement en matière de défense collective à 360 degrés contre les menaces de toute provenance.

Face à la menace russe, l'Assemblée plénière a invité les États de l'OTAN, dans sa résolution 494^[9], à développer, d'ici le prochain sommet aux Pays-Bas (les 24 et 25 juin 2025), une approche stratégique commune à l'égard de la Russie, axée sur la pleine préparation de l'Alliance à endiguer et à contrer son comportement hostile dans tous les domaines (conventionnel, hybride ou nucléaire). Elle les a également appelés à mettre en œuvre les décisions prises au sommet de Washington aux fins de renforcer la posture de dissuasion et d'améliorer la disponibilité opérationnelle de l'Alliance. Dans ce contexte, elle a à nouveau souligné que *tous* les États de l'OTAN devaient veiller à atteindre, *voire dépasser*, l'objectif de dépenses de défense fixé à 2 % du PIB dans les plus brefs délais, et à envisager de relever cet objectif en vue de garantir la mise en œuvre intégrale des nouveaux plans

¹² Combatte les violences sexuelles liées aux conflits (no 491)

¹³ Préparer l'OTAN pour les générations futures au sommet de Washington, déclaration 490 du 27.5.2024



de défense de l'OTAN. Elle a par ailleurs ajouté qu'ils devaient honorer leur engagement en faveur d'un renforcement des capacités industrielles et encourager les initiatives conjointes en matière d'acquisition.

Les commissions ont indiqué à plusieurs reprises que l'OTAN était confrontée à une nouvelle ère de concurrence stratégique et à sa plus grande épreuve depuis une génération. Le député Tomáš Valášek (Slovaquie) a, pour sa part, souligné que l'Alliance traversait la situation la plus instable en matière de sécurité mondiale depuis des décennies. Comme à l'époque de la guerre froide, l'OTAN fait face à une menace venue de l'Est. En même temps, les nouveaux défis comme le révisionnisme de la Chine, le terrorisme international, la propagation de nouvelles technologies disruptives, les conséquences du changement climatique sur la politique de sécurité et la montée du nationalisme et du protectionnisme dans le monde entier, n'ont pas perdu de leur acuité, d'où l'importance d'accorder aussi la plus grande attention à ces menaces. Ces points ont également été repris dans la résolution 494, qui réaffirme entre autres l'engagement de l'OTAN en faveur d'une défense collective à 360 degrés en réponse aux menaces venues de toutes parts, et qui appelle ses États membres à mettre en œuvre le plan d'action sur le renforcement du rôle de l'OTAN dans la lutte contre le terrorisme.

Compte tenu de la complexité croissante de la menace aérienne, l'Assemblée plénière a adopté en plus la résolution 492^[14], qui vise à renforcer la défense aérienne et antimissile de l'OTAN. Dans ce contexte, une importance particulière a été accordée à la constitution d'un bouclier de défense aérienne robuste et multistrates sur le flanc oriental de l'Alliance. La résolution a été étayée par le rapport^[15] d'Utku Cakirozer (Turquie), qui a souligné l'importance fondamentale de la défense aérienne et antimissile intégrée pour les capacités de dissuasion et de défense de l'OTAN, négligée depuis la fin de la guerre froide. Il a mis en garde contre la fréquence inquiétante des attaques aériennes associant des systèmes de missiles sophistiqués et des drones de plus en plus performants dans le cadre des conflits en cours dans le voisinage proche de l'Alliance. Il a par ailleurs relevé que la coopération militaire accrue entre les régimes autoritaires se focalisait surtout sur les échanges de compétences et de connaissances en lien avec ces mêmes drones et missiles. Utku Cakirozer a conclu sa présentation en indiquant que cette coopération s'étendait aussi aux acteurs non étatiques, ce qui entraînait une nouvelle escalade des conflits existants ainsi qu'une aggravation des risques conventionnels et nucléaires à l'échelle planétaire.

L'intelligence artificielle (IA) a pris une importance particulière dans toutes les discussions et l'Assemblée plénière a adopté sur ce thème la résolution 495^[16], qui indique que l'IA est appelée à transformer la manière dont les guerres sont menées et qu'il est essentiel de figurer à l'avant-poste pour maintenir l'avance technologique de l'OTAN et garantir une utilisation responsable de l'IA dans le domaine militaire. La résolution invite instamment les États de l'OTAN à faire progresser les efforts conjoints entrepris pour développer l'IA dans les domaines civil et militaire et à relever les défis opérationnels, éthiques et juridiques qui vont de pair. Elle appelle notamment à poursuivre le développement de normes conjointes afin de renforcer la défense collective et de relever les défis futurs en matière d'interopérabilité, ainsi qu'à trouver un juste équilibre entre les priorités militaires et politiques dans la réglementation de l'IA.

¹⁴ Renforcer la défense aérienne et antimissile intégrée de l'OTAN (n° 492)

¹⁵ Évolution de la posture de défense aérienne et antimissile de l'OTAN

¹⁶ Exploiter le potentiel d'une utilisation responsable de l'intelligence artificielle dans le domaine militaire (n° 495)



4.4 Le rôle de la Chine

En plus de la menace russe, les défis posés par la Chine ont également fait l'objet de discussions approfondies au sein des commissions. Lors de la présentation de son rapport¹⁷, Neal Patrick Dunn (États-Unis) a indiqué que même si la croissance économique de la Chine amorçait un ralentissement, le renforcement des forces armées chinoises se poursuivait et que l'attitude de Pékin dans la région indopacifique devenait toujours plus agressive. Il a ajouté que le rôle central de la Chine dans les chaînes d'approvisionnement mondiales suscitait de vives inquiétudes. Les menaces de plus en plus belliqueuses de la Chine à l'encontre de Taïwan constituent, selon lui, un défi majeur pour la région indopacifique et pour la sécurité mondiale, et ce d'autant plus que Taïwan se situe sur l'une des voies de navigation commerciale les plus empruntées au monde. Neal Patrick Dunn a également souligné le lien entre l'aggravation des tensions dans le détroit de Taïwan et la guerre en Ukraine. Il a déclaré que la Chine observait attentivement l'évolution de l'offensive russe ainsi que la réaction de l'Occident. Selon lui, si la Russie parvient finalement à vaincre son voisin en faisant preuve de patience stratégique et en raison de l'affaiblissement du soutien de la communauté occidentale en faveur de l'Ukraine, la Chine sera tentée d'adopter une attitude plus agressive en vue d'atteindre ses objectifs concernant Taïwan. Au vu de ces éléments, il estime que l'architecture de sécurité actuelle dans la zone pacifique ne suffit plus à maintenir l'ordre régional. C'est pourquoi il recommande aux États membres de l'OTAN de travailler plus étroitement avec leurs partenaires de la zone indo-pacifique pour faire face à la concurrence stratégique, réduire le risque d'une dangereuse escalade et répondre à un éventail de défis communs, tels que la sécurité de l'approvisionnement énergétique, les cybermenaces, la prolifération des armes de destruction massive, le changement climatique et, plus généralement, les menaces qui pèsent sur l'ordre international fondé sur des règles. Dans ce contexte, M. Dunn propose entre autres d'ouvrir un bureau de liaison de l'OTAN au Japon, de renforcer la formation commune et de collaborer plus étroitement au niveau militaire. Selon lui, les États membres de l'OTAN devraient en parallèle, dans la mesure du possible, poursuivre leur dialogue avec la Chine et rechercher des moyens efficaces pour instaurer la confiance. Il recommande aussi de s'opposer à l'idée qu'un conflit entre le monde démocratique et la Chine est inévitable.

Dans son rapport¹⁸, Njall Trausti Fridbertsson (Islande) a montré que la Chine jouait un rôle déterminant dans l'industrie des semi-conducteurs et qu'elle visait un leadership mondial dans ce domaine. Il a précisé que le maintien de la supériorité technologique de l'OTAN n'était pas seulement important pour la croissance et la compétitivité économiques, mais aussi pour la sécurité et la défense. Les technologies de rupture ainsi que les semi-conducteurs jouent un rôle central à cet égard, puisqu'ils font partie intégrante des capacités militaires. Selon le député islandais, l'Alliance doit faire de l'accès aux puces sophistiquées une priorité. Il a également recommandé aux États membres de l'OTAN de mener une évaluation critique de leurs dépendances aux chaînes d'approvisionnement chinoises et des risques encourus, tout en maintenant leur dialogue avec la Chine. Il a en outre appelé à renforcer la coopération entre les Alliés et leurs partenaires en ce qui concerne les initiatives relatives aux semi-conducteurs.

Lors de la présentation de son rapport¹⁹ devant la Commission des sciences et des technologies, Sven Clement (Luxembourg) a quant à lui relevé que la Russie et la Chine faisaient de l'introduction de l'IA une priorité et que, pour la Chine, l'IA jouait en outre un rôle clé dans le renforcement de l'armée. Dans son rapport²⁰, Harriett Baldwin (Grande-Bretagne) a constaté que la Chine investissait non seulement massivement, mais qu'elle misait également sur l'espionnage et le vol de propriété

¹⁷ Établir un partenariat économique et stratégique fondé sur des valeurs entre les espaces euro-atlantique et indo-pacifique

¹⁸ Préserver l'avance technologique de l'OTAN face à la Chine : l'enjeu des semi-conducteurs

¹⁹ L'OTAN et l'intelligence artificielle, entre défis et opportunités

²⁰ Technologies critiques à double usage : défis posés à l'échelle commerciale, réglementaire, sociétale et à la sécurité nationale



intellectuelle pour parvenir à ses fins. Elle a ajouté que la Russie essayait également de contourner les contrôles des exportations et les sanctions pour accéder aux technologies occidentales soumises à restrictions. Elle a donc recommandé aux États membres de l'OTAN d'introduire des contrôles des exportations plus stricts, de consacrer davantage de moyens à l'application des sanctions, d'améliorer le contre-espionnage et d'imposer des sanctions secondaires là où cela s'avérait nécessaire. Ces recommandations ainsi que d'autres ont été reprises dans la résolution 493, adoptée par l'Assemblée plénière²¹.

En plus de son rôle accru dans les Balkans occidentaux (chap. 4.5), la Chine étend également son influence dans le Sud mondial (chap. 4.6).

4.5 Balkans occidentaux, Géorgie et Moldova

Dans son rapport²² sur la situation dans les Balkans occidentaux, Mark Lancaster (Royaume-Uni) a rappelé que les affrontements violents avaient repris dans le nord du Kosovo en 2023. Selon lui, l'absence de normalisation des relations entre Belgrade et Pristina fait planer la menace d'un grave conflit qui pourrait avoir des retombées à l'échelle régionale. Il a souligné que les Alliés avaient réagi à la montée de la violence au Kosovo en renforçant la mission de la KFOR afin de s'adapter à l'évolution de la situation sécuritaire. Par ailleurs, il estime que deux facteurs essentiels contribuent à l'instabilité de la région : d'une part, la paralysie politique qui frappe actuellement la Bosnie et Herzégovine, menaçant de faire échouer l'accord de Dayton qui, depuis près de 30 ans, permet de maintenir une paix fragile entre les principaux groupes peuplant ce pays et, d'autre part, l'enlisement du dialogue entre la Serbie et le Kosovo, qui entrave la poursuite des processus d'adhésion à l'UE de ces pays. À ses yeux, cela empêche aussi la mise en place d'une intégration économique efficace dans la région. Par ailleurs, les réseaux criminels profitent de la faiblesse des institutions étatiques pour trafiquer des armes, des stupéfiants et des êtres humains. Cette faiblesse des institutions étatiques, ainsi que la corruption qui est profondément enracinée dans la région, compliquent d'autant plus la situation qu'elles offrent à la Russie et à la Chine les moyens de jouer de leur influence. Bien que ces deux pays aient des ambitions différentes vis-à-vis de la région, ils poursuivent un objectif commun visant à rompre le consensus des Alliés et à faire obstacle à l'intégration des Balkans occidentaux dans la zone euro-atlantique. Dans ce contexte, le député britannique a appelé les États membres de l'OTAN à accorder une attention accrue à la résolution du conflit entre la Serbie et le Kosovo, ainsi qu'à l'impasse politique qui touche la Bosnie et Herzégovine. Selon lui, les principaux moyens pour y parvenir sont notamment de continuer à promouvoir le dialogue entre les deux parties en conflit et d'intensifier les efforts relatifs à l'élargissement de l'UE dans la région. Il a ajouté que la présence de la KFOR devait être renforcée et que les États membres de l'OTAN devaient trouver de nouveaux moyens d'étendre leur coopération militaire avec les pays de la région. Il estime en outre qu'il est impératif d'améliorer les capacités en matière de cybersécurité et de défense contre les menaces hybrides russes.

Dans son rapport²³, Ana-Maria Catauta (Roumanie) a également appelé les États membres à soutenir activement l'élan réformateur qui se profile en Bosnie et Herzégovine, et à contrer les tendances sécessionnistes qui s'y manifestent afin de prévenir l'apparition d'un vide sécuritaire. Elle a par ailleurs souligné que l'invasion de l'Ukraine par la Russie avait augmenté les risques pour d'autres États européens non membres de l'OTAN, notamment la Bosnie et Herzégovine, la Moldova et la Géorgie. Elle s'est montrée particulièrement préoccupée par les récents développements en Géorgie. Dans

²¹ Stimuler les avancées technologiques au renfort de la prospérité et de la sécurité des alliés (n° 493)

²² Balkans occidentaux : de nouveaux enjeux sécuritaires à la porte de l'OTAN

²³ Les partenaires vulnérables de l'OTAN



une déclaration²⁴ publiée le 26 mai 2024, le Bureau de l'AP-OTAN a déclaré que la loi géorgienne sur « la transparence de l'influence étrangère » constituait une mesure rétrograde à l'endroit de la démocratie géorgienne. L'AP-OTAN demeure fermement attachée à la souveraineté de la Géorgie, à son intégrité territoriale, à sa démocratie et à son aspiration à rejoindre l'OTAN. Elle considère cependant que les valeurs démocratiques communes sont le fondement même de l'OTAN et que leur respect constitue une condition essentielle pour y adhérer. S'agissant de la Moldova, la députée roumaine souligne qu'elle doit être encouragée et récompensée pour la résistance qu'elle oppose aux pressions russes et pour son attachement aux réformes. Soutenir la Moldova, la Géorgie et la Bosnie et Herzégovine permettrait non seulement de conforter ces trois pays dans leurs aspirations, mais aussi de renforcer la résilience de toute la communauté euro-atlantique face aux menaces autoritaires. Les récentes évolutions de la situation dans ces trois pays indiquent que la Russie déploie l'intégralité de son arsenal de guerre hybride, y compris la désinformation, l'intimidation, l'espionnage, les réseaux de criminalité organisée et la corruption, pour les détourner de leur intégration dans la communauté européenne ou euro-atlantique.

4.6 Le Sud mondial

Dans son rapport²⁵, Audronius Azubalis (Lituanie) a appelé les États membres de l'OTAN à approfondir leurs relations avec les pays du Sud mondial afin de stopper avec eux l'influence croissante de la Russie et de la Chine, de stabiliser le système international et de faire reculer un révisionnisme agressif. Il a souligné que dans le paysage politique en mutation du 21^e siècle, le Sud mondial apparaissait comme un acteur investi d'un rôle charnière et doté d'une influence considérable sur la dynamique de la politique mondiale. Les réactions contrastées à travers le monde face à l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont selon lui ébranlé la conception binaire, solidement implantée, de la politique internationale. Il a indiqué que les pays du Sud mondial avaient démontré leur capacité d'action et manifesté leur volonté de se placer sur un pied d'égalité avec les grandes puissances traditionnelles. Aux yeux de l'OTAN, reconnaître l'importance du Sud mondial ne relève donc pas seulement d'une prise de conscience géopolitique, mais aussi d'un impératif stratégique. Dans ce contexte, le député lituanien a plaidé en faveur d'une approche sans ambiguïté en vue d'impliquer le Sud mondial, fondée sur une coopération pragmatique, en particulier avec les pays du Sud qui soutiennent la communauté euro-atlantique sur des questions telles que l'aide à l'Ukraine. Selon lui, cette coopération doit se concentrer sur des domaines problématiques tels que la lutte contre le terrorisme, le développement durable, la sécurité alimentaire, la création d'emplois, la santé et l'infrastructure. Dans ce cadre, il préconise de ne pas adopter une position paternaliste envers les pays du Sud mondial, mais plutôt de leur montrer que l'Occident demeure le partenaire le plus attrayant de tout pays en quête de développement économique et de sécurité. M. Azubalis a par ailleurs ajouté qu'il fallait réfuter les discours autoritaires tenus par la Chine et la Russie. Il a également recommandé aux États membres de l'OTAN d'intensifier leurs efforts en matière de coopération avec l'Inde, rappelant que l'espace euro-atlantique et l'Inde représentaient, ensemble, une communauté de quelque 2,4 milliards de personnes. Il s'est félicité que lors du sommet de Washington, les États membres se soient mis d'accord pour revoir les partenariats de l'OTAN avec ses voisins du Sud. Selon lui, il est important, dans ce cadre, non seulement d'assurer la protection de l'OTAN contre les menaces sécuritaires en provenance du Sud, mais aussi d'explorer les possibilités d'une coopération concrète renforcée et bénéfique pour les deux parties. Audronius Azubalis a finalement recommandé que ces partenariats soient approfondis au niveau de leurs contenus et étendus sur le plan géographique.

²⁴ Déclaration du Bureau de l'AP-OTAN du 26.5.2024 concernant la loi géorgienne sur « la transparence de l'influence étrangère »

²⁵ L'OTAN et le Sud mondial



Le rôle déstabilisateur de la Russie dans le voisinage méridional de l'OTAN a fait l'objet d'un rapport²⁶ distinct. Theo Francken (Belgique) y montre que la Russie mène une stratégie opportuniste, transactionnelle et déstabilisatrice dans le Sud mondial, car ses ressources sont limitées à cause de la guerre en Ukraine. Ce faisant, la Russie exploite de façon asymétrique les présumées vulnérabilités de l'Occident et tire parti du sentiment antioccidental. Les efforts russes visant à instrumentaliser les flux migratoires sont particulièrement préoccupants, les activités déstabilisantes des milices « privées » russes renforçant encore les mouvements migratoires. Selon le député belge, la Russie profite de cette instabilité et des migrations vers l'Europe, dans la mesure où celles-ci représentent une charge pour les États membres de l'OTAN et alimentent l'instabilité politique. Il appelle donc les Alliés à faire davantage pour saper les activités russes et endiguer les flux migratoires incontrôlés. Les États membres de l'OTAN doivent se préoccuper des développements dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord élargie ; ils doivent en même temps garder à l'esprit que ceux d'entre eux qui se situent aux frontières méridionales sont vulnérables et reconnaître qu'ils jouent un rôle prépondérant en vue de protéger tous les membres de l'Alliance euro-atlantique des menaces qui émanent du Sud.

5 Appréciation de l'activité de l'AP-OTAN en 2024

Les discussions de l'AP-OTAN ont été instructives à de nombreux égards ; on relèvera en particulier les points suivants :

1. Les discussions ont confirmé l'analyse selon laquelle la situation en matière de politique de sécurité a continué de se détériorer et qu'elle est devenue plus instable, plus imprévisible et plus dangereuse. Les tensions entre les grandes puissances et les puissances régionales rivales sont en hausse et l'ordre international fondé sur des règles s'érode. La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine a profondément modifié la situation sécuritaire en Europe. Le risque d'un conflit militaire entre la Russie et l'OTAN a augmenté. La Russie, la Chine, ainsi que la plupart des États occidentaux développent fortement leur potentiel militaire. Sur le pourtour de l'Europe, d'anciens conflits armés se sont ravivés, et d'autres ont éclaté. Ces conflits menacent de s'aggraver et pourraient avoir des conséquences au niveau mondial. La tendance stratégique qui consiste à former des blocs entre, d'une part, les États libéraux et démocratiques et, d'autre part, les États autoritaires se poursuit. Dans ce contexte, des puissances régionales ambitieuses s'efforcent quant à elles de se positionner de la manière la plus indépendante possible et de façon à en tirer profit. Au niveau international, les valeurs démocratiques et les normes de droit international sont soumis à d'importantes pressions. Influencée par les développements politiques et technologiques, la manière dont les conflits se déroulent évolue. De surcroît, le changement climatique agit comme un multiplicateur de menaces. Quant à la menace terroriste, qui est déjà élevée, elle s'est accentuée notamment en raison de l'évolution de la situation au Proche-Orient.

2. Au sein des commissions, les membres ont estimé à l'unisson que la Russie représentait la menace la plus importante et la plus directe pour la sécurité des États membres de l'OTAN, et ce pour longtemps. Ainsi, dans la résolution 494, les États membres sont instamment invités à développer une approche stratégique commune à l'égard de la Russie en vue d'endiguer et de contrer ses actions hostiles dans tous les domaines. Les sanctions occidentales n'ayant pas entraîné l'effondrement de l'économie russe, leur durcissement a été demandé dans plusieurs résolutions. En se tournant vers une économie de guerre et en augmentant ses dépenses militaires, la Russie est en mesure de développer son potentiel militaire, malgré la guerre d'usure en Ukraine, que le Kremlin poursuit avec détermination.

²⁶ Le rôle déstabilisateur de la Russie dans le voisinage méridional de l'OTAN



3. Durant les discussions et dans les résolutions, il a été demandé d'autant plus instamment de redoubler d'efforts pour soutenir l'Ukraine. Toutes les participantes et tous les participants se sont accordés à dire que sans ce soutien, l'Ukraine ne pouvait pas maintenir ses lignes de défense, et que l'équilibre des forces militaires était en train de basculer en faveur de la Russie. L'assemblée a donc réitéré sa demande aux États membres de l'OTAN de lever les restrictions d'utilisation des armes livrées afin de permettre à l'Ukraine de frapper des objets militaires légitimes sur le territoire de la Russie. Par ailleurs, le soutien à l'Ukraine doit devenir plus prévisible et plus institutionnalisé, et être hermétique aux impondérables politiques. Les participantes et participants se sont félicités qu'un rôle important de coordination en matière d'assistance militaire soit confié à l'OTAN. En outre, l'Assemblée a appelé ses membres à soutenir la Formule pour la paix et le Plan de victoire de l'Ukraine et à rester fidèles au principe selon lequel « rien [ne se discutera] au sujet de l'Ukraine sans l'Ukraine ». De nombreuses voix se sont élevées pour demander l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, mais aucun consensus ne s'est dégagé pour lancer une invitation concrète à l'Ukraine dans un avenir proche.

4. Un consensus a cependant été trouvé en ce qui concerne l'exigence faite aux États membres de l'OTAN de réaffirmer leur engagement en faveur de la défense collective, de mettre en œuvre les décisions relatives au renforcement du dispositif de dissuasion et à l'amélioration de la disponibilité opérationnelle de l'Alliance, et de veiller à ce qu'ils consacrent chaque année *au moins* 2 % de leur PIB à la défense. Les représentants de l'OTAN en particulier, mais aussi plusieurs États membres, ont souligné que 2 % du PIB ne suffiraient pas à financer les plans de défense décidés lors du sommet de Washington. Ils ont également indiqué qu'il était urgent de renforcer l'industrie de l'armement. Les États membres du sud de l'Alliance, en particulier, ont insisté pour que l'OTAN réaffirme son engagement en faveur d'une défense collective à 360 degrés contre les menaces venant de toutes parts. L'importance de la modernisation de la défense aérienne a été tout particulièrement soulignée et dans ce contexte, la résolution 492 demande le renforcement de la défense aérienne et antimissile intégrée de l'OTAN.

5. La résolution 492 a également été adoptée en raison de l'augmentation inquiétante du nombre de coopérations entre des régimes autoritaires eurasiens et de leurs échanges de capacités et de connaissances liées aux missiles et aux drones, ce qui accroît les risques au niveau mondial. Les commissions et les résolutions ont non seulement condamné le soutien que la Chine, l'Iran et la Corée du Nord apportent à la Russie, mais aussi, entre autres, l'envoi de troupes nord-coréennes en Russie, qu'elles ont qualifié d'extension et d'escalade dangereuses du conflit.

6. Au sein des commissions, les membres ont estimé à l'unisson que la concurrence stratégique avec la Chine représentait un important défi majeur et durable pour la sécurité et l'ordre international fondé sur des règles. L'armement militaire et technologique de la Chine, son soutien à la Russie, la poursuite de l'extension de son influence dans le Sud mondial et dans les Balkans, ainsi que son attitude de plus en plus agressive dans la région Asie-Pacifique, ont fait l'objet de discussions approfondies. Afin de contrecarrer cette évolution, l'OTAN entend développer ses partenariats dans le monde, notamment avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon et la Corée du Sud. Elle souhaite néanmoins rester une alliance régionale. Lors des discussions, les participantes et participants ont à plusieurs reprises souligné l'importance de maintenir le dialogue avec la Chine. Ils ont également été unanimes sur la nécessité de réduire la dépendance économique vis-à-vis de ce pays.

7. L'Assemblée parlementaire a accordé une attention accrue au Sud mondial. Cela est notamment dû aux différentes réactions des pays du Sud après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui n'ont pas débouché sur un front global contre la Russie, et à l'influence croissante de la Chine et de la Russie dans cette région. Lors des discussions et dans la résolution 494, il a été demandé à l'OTAN d'approfondir ses relations avec les pays du Sud mondial et d'étendre ses partenariats. À cet égard, les participantes et participants ont également souligné l'importance de la coopération avec l'Inde, la plus grande démocratie du monde.



8. Au cours des discussions, les Alliés ont plusieurs fois rappelé que les Balkans occidentaux étaient une région d'importance stratégique pour l'OTAN et que la KFOR continuait d'y jouer un important rôle de stabilisation. Ils ont à nouveau mis en garde contre l'influence croissante de la Russie et de la Chine dans la région.

9. Compte tenu des conflits qui sévissent au Proche-Orient, l'assemblée a en outre souligné que le terrorisme constituait la menace asymétrique la plus immédiate pour l'Alliance et que les régimes russe et iranien soutenaient de plus en plus ce phénomène.

6 Conclusions et activités futures

La Délégation AP OTAN tire un bilan positif de sa participation aux activités de l'AP-OTAN. Regroupant des parlementaires des commissions de la défense de tous les pays de la zone euro-atlantique, l'AP-OTAN constitue la plateforme idéale pour un échange de vues et d'idées sur des sujets ayant trait à la politique de sécurité. La participation aux travaux de l'AP-OTAN permet de surcroît à la Délégation AP OTAN de se faire une bonne idée des positions des différentes délégations et partant, des principaux thèmes autour desquels s'articuleront les futures discussions en matière de politique de sécurité.

Nombre de questions abordées par l'AP-OTAN ont des implications sur la politique de sécurité de la Suisse. Il est dès lors judicieux d'avoir une idée précise des changements en cours dans l'environnement stratégique de notre pays. En ce qui concerne l'évolution de l'OTAN en tant qu'organisation, les thèmes centraux, à court terme, devraient être les suivants : conséquences de la guerre en Ukraine sur la sécurité en Europe, poursuite de l'adaptation du dispositif de dissuasion et de défense, mesures visant à lutter contre le terrorisme et les menaces hybrides, engagement dans les Balkans, rôle de la Chine et du Sud mondial ainsi que partenariats dans le monde. Ces sujets présentent également un intérêt pour la Suisse.

La Délégation AP OTAN envisage de poursuivre ses activités sur la lancée des contacts établis durant les années précédentes, notamment lors de la session de printemps et de la session annuelle. En fonction du calendrier, la délégation participera si possible également aux séminaires thématiques Rose-Roth consacrés à des thèmes pouvant avoir un impact sur la Suisse et sa politique de sécurité.